

# POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

## Félicité Ongouori Ngoubili rappelle le capital confiance à la GR

F. M. MOMBO  
Libreville/Gabon

DANS le cadre de sa tournée de prise de contact avec les différentes unités des Forces armées gabonaises, la ministre de la Défense nationale, Félicité Ongouori Ngoubili, a été reçue hier au stade mythique du Groupement d'intervention parachutiste (GIP) de la Garde républicaine (GR).

Après l'exécution de l'hymne

national et le passage en revue des troupes, aux côtés du commandant en chef de la Garde républicaine, le général de brigade Clotaire Oligui Nguema, la ministre s'est adressée aux troupes. Elle a rappelé aux militaires le capital-confiance que le chef de l'État, chef suprême des Forces de Défense et de Sécurité, Ali Bongo Ondimba, leur accorde, notamment pour le dévouement et la loyauté dont ils font preuve au service de la République.

"La Garde républicaine, à travers le professionnalisme et le sens

du devoir de ses hommes, a toujours montré sa disponibilité pour la défense de notre pays. Je dis avec une pensée toute particulière pour tous ces gardes qui, du Groupement de sécurité rapprochée (GSR) au Groupement blindé d'intervention (GBI), en passant par le Groupement aérien présidentiel (GAP) et le Groupement d'intervention parachutiste (GIP) qui nous accueillent ce jour, s'instruisent, s'aguerrissent et tiennent l'alerte pour assurer la stabilité des institutions républicaines", a-t-elle précisé. Avant de conclure: "Vous méritez de meilleures conditions de travail, de vie et d'entraînement". Présentant ces troupes au ministre, le général Oligui Nguema a indiqué que "ces hommes que vous voyez rassemblés devant vous sont des soldats d'exception, d'élite, pétris de talent. Ils possèdent



La ministre de la Défense nationale, Félicité Ongouori Ngoubili, passant les troupes en revue.

des compétences, des savoir-être et des savoir-faire dans diverses spécialités qui composent le métier des armes. Ils sont fiers et forts dans leur métier qu'ils abattent au quotidien avec amour et abnégation". Sur un tout autre plan, le général de brigade a relevé: "Depuis peu, la Garde républicaine, sous l'impulsion de son Excellence Monsieur le

président de la République, a entamé une redynamisation multidimensionnelle de l'ensemble de ses structures. Cette cure de jouvence a concerné l'infrastructure, l'équipement et le renouvellement de nos effectifs. Elle se poursuit par une révision du texte organique de la Garde républicaine".

## Diplomatie: suivi de la mise en œuvre des Traités et Accords internationaux du Gabon

Prissilia M. MOUITY  
Libreville/Gabon

LA problématique des Traités et accords internationaux du Gabon est au cœur des échanges, depuis le 6 juillet 2022 et ce jusqu'à ce jour, au ministère des Affaires étrangères. Au menu des travaux ouverts par le patron des lieux, Michaël Moussa Adamo, des réflexions autour des droits gabonais des relations extérieures, de la ratification et transposition des traités et accords internationaux au Gabon, de la problématique des accords non soumis à ratification, etc. Des thématiques importantes qui vont offrir des opportunités aux experts en la matière de donner une nouvelle impulsion à l'action gouvernementale.

C'était donc le lieu pour Michaël Moussa Adamo de rappeler l'importance que revêtent les traités et accords internationaux dans la vie d'un État moderne. Selon le chef de la diplomatie gabonaise, "ces instruments juridiques pertinents forment l'épine dorsale des relations internationales, en ce sens qu'ils scellent les rapports avec



les partenaires étrangers, tant bilatéraux que multilatéraux". Parce que le Gabon est naturellement impliqué dans la mise en œuvre de ces instruments juridiques et se réfère aux normes internationales telle que la Déclaration universelle des droits de l'Homme de 1948, cette distinction exige à notre pays via le ministère des Affaires étrangères d'assurer la centralisation de ses engagements juridiques extérieurs et leur cohérence. Pour réussir cette double mission, a ajouté le ministre des Affaires étrangères, les experts se proposeront, au cours des travaux, "de passer à la numération et à l'archivage électronique des traités et accords internationaux dans les conditions de sécurité requises afin de leur garantir une pérennité qui consolidera la mémoire institutionnelle pour les générations futures".

## Owendo: les conseillers approuvent la gestion 2021

Line R. ALOMO  
Libreville/Gabon

EN présence de la gouverneure de la province de l'Estuaire, Marie-Françoise Dikoumba, le Conseil municipal de la commune d'Owendo s'est réuni en session ordinaire hier dans l'enceinte de la mairie. Au menu: l'examen et l'adoption du compte administratif de l'exercice 2021. Ledit compte, précise-t-on, présente un excédent budgétaire de 458 millions 301 mille 178 francs CFA en dépit du contexte difficile dans lequel a vécu le pays durant les restrictions Covid. Une bonne gestion à l'actif du bureau du conseil qui s'est exprimée notamment par la confiance de la tutelle à la commune avec un apport balance de 350 millions pour l'achat de 19 véhicules de service. Une bonne gestion qui a aussi été approuvée à l'unanimité des conseillers municipaux



Les conseillers d'Owendo lors de la session du 7 juillet 2022.

présents. Pour Jeanne Mbagou, présidente du conseil municipal de la commune d'Owendo, ce résultat positif est à mettre à l'actif du bureau qu'elle dirige, mais aussi du gouvernement sous l'impulsion du président de la République, Ali Bongo Ondimba, que la commune d'Owendo participe à son niveau à la mise en œuvre du Plan d'accélération et de la transformation", a-t-elle indiqué. D'autres délibérations, à l'ordre

du jour, ont été adoptées. Ainsi, le conseil municipal a donné quitus à Jeanne Mbagou de négocier et signer une convention avec une société française en vue de la fourniture des timbres municipaux ou encore de créer des régies de recettes et amendes entre autres. À noter que le compte administratif est le contrôle de gestion que les conseillers municipaux exercent sur le président du conseil en sa qualité d'ordonnateur de crédit.